

<https://www.aefinfo.fr/depeche/703866>

Erwin Canard

7 min read

Choc des savoirs : la majorité des syndicats enseignants dénonce des mesures inégalitaires et passéistes

Pour le Snuipp-FSU, les mesures annoncées par Gabriel Attal pour "élever le niveau des élèves" le 5 décembre 2023 risquent "d'aggraver les inégalités". Le syndicat proteste contre "les injonctions et la caporalisation des enseignants". Pour le Snes-FSU, "le premier levier pour traiter la difficulté scolaire, c'est la diminution des effectifs dans les classes". L'Unsa perçoit "un recul majeur pour la réussite des élèves", la CGT le "renforcement de l'école du tri social" et SUD "une vision passéiste". En revanche, le Snalc les "accueille avec intérêt". La FCPE s'interroge sur les moyens.



Les syndicats demandent le recrutement d'enseignants et la diminution des effectifs.

Droits réservés - DR - Anne Mascret

Après huit semaines de réflexion et de concertation, Gabriel Attal a présenté ses mesures visant un "choc des savoirs" afin "d'élever le niveau des élèves". Le ministre de l'Éducation nationale a notamment annoncé une refonte des programmes du socle commun, la mise en place de groupes de niveau au collège en français et en mathématiques, des mesures favorisant le redoublement, un D.N.B. "durci" dont l'obtention est nécessaire au passage en seconde (avec la mise en place d'une "prépa-lycée" pour ceux ayant échoué), la labellisation de manuels ou encore l'instauration d'une épreuve anticipée de maths au baccalauréat.

"On a un choc des annonces plutôt qu'un choc des savoirs", a réagi sur *BFMTV* Sophie Vénéitay. Pour la secrétaire générale du Snes-FSU, la réponse apportée au constat de fragilité des élèves "n'est pas celle qui répond aux attentes principales des personnels. Le premier levier pour traiter la difficulté scolaire, c'est quand même la diminution des effectifs dans les classes. On a les classes les plus chargées d'Europe, et Gabriel Attal n'en parle pas". Sophie Vénéitay juge ainsi le ministre "très loin du réel".

des mesures qui vont "aggraver les inégalités" (Snuipp-FSU)

Dans un communiqué, le Snuipp-FSU regrette "que la parole des personnels et de leurs représentants n'ait aucunement été prise en compte", pas plus que "la recherche en éducation voire les recommandations du rapport Pisa". Pour le syndicat, Gabriel Attal "recycle les bonnes vieilles méthodes, comme les groupes de niveaux ou le redoublement pour réformer l'école".

Le Snuipp conteste en outre des "injonctions et la caporalisation des enseignants", qu'elle perçoit notamment dans "l'imposition de manuels labellisés en français et en mathématiques" qui va, selon lui, à l'encontre de "la liberté pédagogique". Il déplore aussi que "la méthode de Singapour devienne la méthode obligatoire".

Pour le syndicat, les mesures annoncées "ne peuvent qu'aggraver les inégalités entre les élèves et s'apparentent à une volonté de tri social", alors même que "les conditions de travail et donc l'enseignement se dégradent partout sur le territoire".

"Une logique libérale" (Unsa)

L'Unsa-Éducation estime quant à elle que Gabriel Attal, "en faisant du redoublement un totem et en mettant en place des groupes de niveaux, assume un recul majeur pour la réussite des élèves, sur la volonté d'inclusion, de réduction des déterminismes et d'élévation des niveaux de formation".

Et de demander : "Quid de l'écart persistant, quasi structurel, entre les élèves des milieux modestes et ceux venant de familles plus favorisées ? Quid de la formation et de l'accompagnement des enseignants ? Du nombre d'élèves par classe plus élevé que la moyenne ?"

L'organisation "dénonce des attaques sans précédent contre l'autonomie professionnelle des personnels éducatifs" et assure s'opposer "avec force à cette logique libérale".

"renforcer l'École du tri social" (CGT)

De son côté, la CGT éduc'action dénonce un travail "à marche forcée" qui, en outre, "ne tient aucun compte de l'épuisement des personnels soumis à un feu roulant de réformes et d'annonces". Les mesures, signes d'une "politique réactionnaire", risquent de "renforcer l'école du tri social".

Le syndicat affirme aussi que, concernant le redoublement, "aucune étude sérieuse ne permet d'affirmer aujourd'hui que les systèmes qui le pratiquent sont plus efficaces que ceux qui ne le pratiquent pas, c'est même plutôt le contraire". "Quant aux groupes de niveaux en français et maths au collège, ils sont stigmatisants, inefficaces pour les élèves en difficulté. On peine à en voir la faisabilité en termes d'emploi du temps et de moyens", poursuit la CGT.

Elle craint en outre la "destruction de la liberté pédagogique" via, notamment, la labellisation des manuels.

une "remise en cause du collège unique" (SUD)

SUD-Éducation estime également que "le ministre a choisi de ne pas écouter les personnels et de promouvoir une vision passéiste et hors-sol de l'école". Les mesures annoncées sont, selon le syndicat, "profondément inégalitaires et dont les études montrent qu'elles pénalisent profondément les classes populaires". Et de craindre une "remise en cause du collège unique" et la mise en œuvre d'une "école à deux vitesses :

celle du lire-écrire-compter et des actions cognitives simples pour les élèves des classes populaires, celles des activités complexes, de l'approfondissement pour les élèves des classes aisées".

SUD perçoit aussi une "volonté de normalisation des enseignements dans l'annonce d'une labellisation des manuels scolaires et d'une commande centralisée des manuels de CP et de CE1 pour la lecture et les mathématiques". Elle juge que Gabriel Attal a "cédé aux pressions de l'extrême-droite et des réactionnaires en revenant au calcul du contrôle continu pour le brevet via les notes et non via les compétences".

Le Snes-FSU, le Snuipp-FSU, la CGT et SUD demandent ainsi le recrutement d'enseignants et la diminution des effectifs.

Des mesures "accueillies avec intérêt" (Snalc)

Réaction plus nuancée du côté du Snalc qui "accueille avec intérêt" les annonces du ministère, qui "tranche avec la soupe que le ministère avait l'habitude de nous servir".

Il salue en particulier "les groupes à effectifs réduits, le retour à des programmes annuels à l'école et au collège". Il souligne néanmoins que "le ministère doit marcher sur deux jambes, et que les mesures pédagogiques ne fonctionneront qu'avec un métier attractif, donc des personnels reconnus et nettement mieux rémunérés".

LA FCPE s'interroge sur les moyens

"Comment le ministère va réussir à recruter assez d'enseignants pour mettre en œuvre toutes ces mesures ?", s'interroge sur *franceinfo* Ghislaine Morvan Dubois, membre du bureau national de la FCPE. Sur les groupes de niveaux, la FCPE souligne qu'ils devraient "plutôt être des groupes de besoins ponctuels et ne pas conduire à une ségrégation des élèves par classe au niveau scolaire".

La fédération de parents d'élèves salue la nouvelle épreuve de mathématiques en première, car "un certain nombre d'élèves qui avaient des difficultés à accéder à certaines formations du supérieur n'avaient plus du tout de culture scientifique et mathématique".